

Sommaire

[Concurrence](#)

[Droits fondamentaux](#)

[Economie / Finances](#)

[Justice](#)

[Social](#)

[Société de l'info](#)

[Transports](#)

BREVE DE LA SEMAINE

Droit d'accès aux documents des institutions / Mémoires déposés par la Commission / Arrêt de la Cour (21 septembre)*

La Cour de justice de l'Union européenne a rejeté, le 21 septembre dernier, les pourvois formés par la Suède, l'Association de la Presse Internationale (API) et la Commission européenne contre l'arrêt du Tribunal de l'Union européenne ayant partiellement annulé une décision de la Commission rejetant la demande de l'API en vue d'obtenir l'accès aux mémoires déposés par la Commission devant la Cour et le Tribunal dans le cadre de plusieurs procédures juridictionnelles (*aff. Jointes, Suède/API (C-514/07 P) API/Commission (C-528/07 P) et Commission/API (C-532/07 P)*). La Commission avait refusé de communiquer les mémoires en se fondant sur les exceptions relatives à la protection des procédures juridictionnelles ou des objectifs d'enquêtes. La Cour confirme que, lorsque l'audience n'a pas encore eu lieu dans une affaire, la Commission peut refuser de divulguer ses mémoires sans procéder à l'examen concret de leur contenu. En revanche, elle précise qu'après l'audience, la Commission est tenue de procéder à un examen individuel de chaque document sollicité pour étudier si sa divulgation porterait atteinte à la procédure juridictionnelle. (ER)

ENTRETIENS EUROPEENS A BRUXELLES

DELEGATION DES BARREAUX DE FRANCE
DROIT EUROPEEN DE LA FAMILLE :
LES INSTRUMENTS DE LA COOPERATION JUDICIAIRE
Bruxelles - Vendredi 1^{er} octobre 2010

« Entretiens européens »



DBF
Délégation des Barreaux de France



Inscriptions et informations
Délégation des Barreaux de France
Avenue de la Joyeuse Entrée, n°1
1040 Bruxelles
E-mail : valerie.hauptert@dbfbruxelles.eu
Site : www.dbfbruxelles.eu

La DBF organise une journée de formation consacrée à la pratique du droit européen de la famille.

Les situations juridiques transfrontalières (telles que le divorce, les successions, etc) confrontent les avocats praticiens du droit de la famille à des défis juridiques toujours plus nombreux.

De nouveaux textes au niveau européen et international ont un impact sur votre pratique quotidienne.

[Programme en ligne](#)

Vous pouvez vous inscrire via notre site Internet : cliquer [ICI](#)

[Appels d'offres](#)

[Nos manifestations](#)

[Autres manifestations](#)

* Les brèves suivies d'un astérisque feront l'objet d'un développement détaillé dans le prochain numéro de l'*Observateur de Bruxelles*

CONCURRENCE

Feu vert à l'opération de concentration GDF Suez / Gaselys (22 septembre)

La Commission européenne a autorisé, le 22 septembre dernier, l'opération de concentration par laquelle GDF Suez (France) acquiert le contrôle exclusif de Gaselys (France), une société commune détenue à 51% par GDF Suez via sa filiale Cogac (France) et à 49% par la Société Générale (France) par l'intermédiaire de sa filiale Société Générale Energie (France). Les entreprises GDF Suez et Gaselys sont actives dans le secteur de l'énergie. (EK)

Notification préalable de l'opération de concentration / Cheung Kong Infrastructure Holdings Limited / Hongkong Electric Holdings Limited / EDF

La Commission européenne a reçu notification, le 10 septembre dernier, d'un [projet de concentration](#) par lequel l'entreprise Cheung Kong Infrastructure Holdings Limited (« CKI », Bermudes), contrôlée par Hutchison Whampoa Limited (« HWL », Hong-Kong), et Hongkong Electric Holdings Limited (« HEH », Hong-Kong), appartenant au groupe Cheung Kong, acquièrent l'ensemble des réseaux régulés et non régulés de distribution d'électricité d'Electricité de France SA au Royaume-Uni (« EDF », France), conjointement dénommé les « activités cibles », par achat d'actions. L'opération de concentration concerne le secteur de l'électricité. Les tiers intéressés sont invités à soumettre leurs observations, avant le 27 septembre 2010, par télécopie au 00 32 2 296 43 01, par courrier électronique à l'adresse suivante : COMP-MERGER-REGISTRY@ec.europa.eu ou par courrier, sous la référence COMP/M.5946 – Banco Popular / Crédit Mutuel / BPH, à l'adresse suivante : Commission européenne, DG Concurrence, Greffe des concentrations, J-70, B-1049 Bruxelles. (ER)

[Haut de page](#)

DROITS FONDAMENTAUX

Enquête pénale / Surveillance d'une personne par GPS / Arrêt de la CEDH (2 septembre)

La Cour européenne des droits de l'homme s'est prononcée, le 2 septembre dernier, sur une allégation de violation de l'article 8 de la Convention EDH relatif au respect de la vie privée, en cas de surveillance d'une personne par GPS au cours d'une enquête pénale (*Uzun / Allemagne*, [Requête n° 35623/05](#)). En l'espèce, une instruction avait été ouverte à l'égard de Monsieur Uzun et un complice présumé pour participation à des attentats à la bombe. Le requérant soutenait notamment que sa surveillance par GPS et l'utilisation des données ainsi obtenues dans le cadre de la procédure pénale dirigée contre lui avaient emporté violation de ses droits garantis par l'article 8 Convention EDH. La Cour estime tout d'abord que la surveillance de Monsieur Uzun par GPS s'analyse bien comme une ingérence dans l'exercice de son droit au respect de sa vie privée. Dans un deuxième temps, la Cour considère que ce mode de surveillance prévu dans le Code de procédure pénale est raisonnablement prévisible, qu'il n'a été mis en œuvre que pendant une période relativement courte (trois mois) et qu'il n'a touché l'intéressé que lorsqu'il se déplaçait dans la voiture de son complice. L'enquête ayant porté sur des infractions très graves, la Cour conclut que la surveillance de Monsieur Uzun par GPS est proportionnée aux buts poursuivis. (ADS)

[Haut de page](#)

ECONOMIE / FINANCES

Eurostat / Annuaire statistique annuel / Publication (9 septembre)

Eurostat a publié, le 9 septembre dernier, la 14^{ème} édition de son annuaire statistique annuel. Cet annuaire décrit notamment l'évolution d'indicateurs clés au sein des 27 Etats membres. Il comporte 14 chapitres. Le premier chapitre porte sur les comptes nationaux. Les autres couvrent tous les grands domaines statistiques : l'économie, la population, la santé, l'éducation, le marché du travail, les conditions de vie et le bien-être, l'industrie et les services, l'agriculture, la sylviculture et la pêche, le commerce, le transport, l'environnement et l'énergie, les sciences et les technologies, ainsi que les régions. (ADS) [Pour plus d'informations](#)

[Haut de page](#)

Révision du règlement « Bruxelles I » / Avis du Comité économique et social européen / Publication (22 septembre)

L'[avis](#) du Comité économique et social européen (CESE) sur le [Livre vert](#) relatif à la révision du [règlement 44/2001/CE](#) concernant la compétence judiciaire, la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière civile et commerciale (« Bruxelles I ») a été publié, le 22 septembre dernier, au Journal officiel de l'Union européenne. Le CESE se prononce notamment en faveur de la suppression de l'exequatur afin de faciliter la libre circulation et l'exécution des décisions de justice au sein du marché intérieur. Il juge opportun l'élargissement du champ d'application du règlement aux décisions administratives. En matière d'arbitrage, le CESE est également favorable à l'établissement d'une règle de conflit supranationale et uniforme concernant la validité des conventions d'arbitrage renvoyant à la législation de l'Etat où se déroule l'arbitrage, en laissant inchangée ou en prenant comme base la Convention de New York. Enfin, il conviendrait, selon le CESE, d'adopter des règles permettant d'accroître la sécurité juridique et d'abaisser les coûts élevés générés par la possibilité d'une duplication des litiges de propriété intellectuelle portés devant les tribunaux nationaux. (EK)

[Haut de page](#)

SOCIAL**Congé parental / Parents de jumeaux / Arrêt de la Cour (16 septembre)**

Saisie à titre préjudiciel par une cour administrative d'appel grecque, la Cour de justice de l'Union européenne s'est prononcée, le 16 septembre dernier, sur la possibilité, pour les parents donnant naissance à des jumeaux, de bénéficier d'un congé parental supplémentaire (*Zoi Chatzi / Ypourgos Oikonomikon*, [aff. C-149/10](#)). La Cour interprète, dans le litige au principal, la clause 2 point 1 de l'accord-cadre sur le congé parental annexé à la [directive 96/34/CE](#) concernant l'accord-cadre sur le congé parental conclu par l'UNICE, le CEEP et la CES. La Cour juge que cette disposition ne peut pas être interprétée comme conférant à l'enfant un droit individuel au congé parental et qu'elle ouvre droit à un nombre de congés parentaux égal à celui des enfants nés. Toutefois, la Cour précise que, conformément au principe d'égalité de traitement, le législateur national doit mettre en place un régime de congé parental qui assure aux parents de jumeaux un traitement qui tienne dûment compte de leurs besoins particuliers. (ADS)

Egalité hommes-femmes / Stratégie quinquennale / Adoption (21 septembre)

La Commission européenne a adopté, le 21 septembre dernier, une stratégie quinquennale 2010-2015 pour promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes en Europe. La stratégie adoptée par la Commission présente une série d'actions axées sur cinq priorités : l'économie et le marché de l'emploi, l'égalité de rémunération, l'égalité dans les postes à responsabilité, la lutte contre la violence à caractère sexiste et la promotion de l'égalité en dehors de l'UE. (ADS) [Pour plus d'informations](#)

[Haut de page](#)

SOCIETE DE L'INFORMATION**Stratégie numérique / Paquet numérique supplémentaire / Adoption (20 septembre)**

La Commission européenne a adopté, le 20 septembre dernier, un « paquet numérique » supplémentaire. Ce nouveau paquet numérique vient compléter la stratégie Europe 2020 destinée à remplir les objectifs en matière d'Internet à haut débit au sein des 27 Etats membres. Trois mesures supplémentaires ont été décidées afin de faciliter le déploiement et l'adoption de connexions à haut débit rapides et ultra-rapides dans l'Union européenne. (ADS) [Pour plus d'informations](#)

[Haut de page](#)

TRANSPORTS**Transport aérien / Echange des données / Dossiers passagers / Communication (21 septembre)**

La Commission européenne a adopté, le 21 septembre dernier, une [communication](#) relative à la démarche globale en matière de transfert des données des dossiers passagers (PNR) aux pays tiers. Cette communication comprend une stratégie extérieure de l'Union européenne en matière de dossiers passagers et des recommandations relatives à des directives de négociation en vue de la conclusion de nouveaux accords PNR avec les Etats-Unis, l'Australie et le Canada. Elle établit des principaux généraux que tout accord PNR conclu avec un pays tiers devrait respecter. (ER)

Transport ferroviaire / Développement de la concurrence / Proposition de directive / Communication (17 septembre)

La Commission européenne a adopté, le 17 septembre dernier, une [proposition de directive](#) visant à améliorer les services de transport de voyageurs et de marchandises par rail. Cette proposition prévoit une intensification de la concurrence sur le marché du transport ferroviaire, un élargissement des compétences des organismes nationaux de contrôle des activités ferroviaires et l'amélioration du cadre d'investissement dans le secteur du rail. Parallèlement à cette proposition, la Commission a adopté, le 17 septembre dernier, [une communication](#) qui présente sa stratégie en vue de compléter le développement de l'espace ferroviaire européen unique et qui décrit des initiatives supplémentaires qu'elle pourrait lancer dans les cinq années à venir. Elle organisera une consultation sur la base de ce document, ainsi que la publication d'une étude détaillée sur l'ouverture du marché au trafic voyageur intérieur. (ER)

[Haut de page](#)



Les appels d'offres

SELECTION DE LA DBF

Les appels d'offres repris ci-dessous ont été sélectionnés par la Délégation des Barreaux de France parmi les appels d'offres publiés au Journal officiel de l'Union européenne série S.

Il est possible de consulter en amont, avant la publication des appels d'offres, les programmes d'aide extérieure financés par la Commission européenne sur le site de la Représentation permanente de la France à Bruxelles : <http://www.rpfrance.org/cec/homecec.htm>.

FRANCE

Pôle emploi / Services juridiques (21 septembre)

Le Pôle emploi a publié, le 21 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de veille juridique et d'actualisation de supports d'information et de communication sur les thèmes de l'emploi et du droit social (*réf. 2010/S 183-279719, JOUE 183, du 21 septembre 2010*). La durée du marché est de 2 ans à compter de la date d'attribution du contrat. Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de renouveler expressément la durée du marché d'un an et ceci dans la limite de 4 ans maximum. La date limite pour la réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **18 octobre 2010 à 17h.** (ADS)

Société d'économie mixte de Nanterre / Services de conseils et de représentation juridiques (21 septembre)

La Société d'économie mixte de Nanterre a publié, le 21 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de conseils juridiques et d'assistance contentieuse (*réf. 2010/S 183-279760, JOUE 183, du 21 septembre 2010*). La durée du marché est de 3 ans. Le marché est réservé à la profession d'avocat. La date limite pour la réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **27 octobre 2010 à 12h.** (ADS)

ETATS MEMBRES DE L'UE (HORS FRANCE)

Danemark / Erhvervs- og Byggestyrelsen / Services de conseil et d'information juridiques (18 septembre)

« Erhvervs- og Byggestyrelsen » a publié, le 18 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services de conseil et d'information juridiques et de conseil en gestion générale (*réf. 2010/S 182-278281, JOUE 182, du 18 septembre 2010*). La date limite pour la réception des demandes de documents ou pour l'accès aux documents est fixée au **27 octobre 2010 à 12h.** La date limite pour la

réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **27 octobre 2010 à 13h**. De plus amples informations sont disponibles dans [l'avis de marché en danois](#). (ADS)

Irlande / Medical Council / Services juridiques (22 septembre)

« Medical Council » a publié, le 22 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2010/S 184-281468, JOUE 184, du 22 septembre 2010*). La date limite pour la réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **14 octobre 2010 à 12h**. De plus amples informations sont disponibles dans [l'avis de marché en anglais](#). (ADS)

République Tchèque / Nemocnice Na Homolce / Services juridiques (17 septembre)

« Nemocnice Na Homolce » a publié, le 17 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2010/S 181-276420, JOUE 181, du 17 septembre 2010*). La date limite pour la réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **22 octobre 2010 à 10h**. De plus amples informations sont disponibles dans [l'avis de marché en tchèque](#). (ADS)

République Tchèque / Fakultní nemocnice Na Bulovce / Services juridiques (17 septembre)

« Fakultní nemocnice Na Bulovce » a publié, le 17 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2010/S 181-276434, JOUE 181, du 17 septembre 2010*). La date limite pour la réception des demandes de documents ou pour l'accès aux documents est fixée au **13 octobre 2010 à 10h**. La date limite pour la réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **25 octobre 2010 à 10h**. De plus amples informations sont disponibles dans [l'avis de marché en tchèque](#). (ADS)

Royaume-Uni / The Pennine Acute Hospitals NHS Trust / Services juridiques (23 septembre)

« The Pennine Acute Hospitals NHS Trust » a publié, le 23 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2010/S 185-282804, JOUE 185, du 23 septembre 2010*). La date limite pour la réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **29 octobre 2010 à 12h**. De plus amples informations sont disponibles dans [l'avis de marché en anglais](#). (ADS)

Royaume-Uni / Commission for Equality and Human Rights / Services juridiques (17 septembre)

« Commission for Equality and Human Rights » a publié, le 17 septembre dernier, un [avis de marché](#) ayant pour objet la prestation de services juridiques (*réf. 2010/S 181-276686, JOUE 181, du 17 septembre 2010*). La date limite pour la réception des offres ou des demandes de participation est fixée au **20 octobre 2010 à 12h**. De plus amples informations sont disponibles dans [l'avis de marché en anglais](#). (ADS)

[Haut de page](#)

VENDREDI 15 OCTOBRE 2010



La place de l'avocat pénaliste dans le procès : un nouveau défi européen

Auditoire du SPF Justice



14 janvier 2011
 L'enquête et les poursuites
 Auditoire de l'OBFG



18 mars 2011
 Le procès
 Auditoire de l'OBFG



Inscriptions : droitpenaleuropeen@gmail.com

Programme en ligne : cliquer [ICI](#)

L'Ordre des Barreaux Francophones et Germanophone de Belgique, le Barreau de Luxembourg et la Délégation des Barreaux de France organisent un cycle de formations consacré à la pratique du droit pénal européen.

Cette manifestation s'organisera autour de trois journées :

- Dans le cadre de la Présidence belge de l'Union européenne, **la journée du 15 octobre 2010** aura pour thème « La place de l'avocat pénaliste dans le procès : un nouveau défi européen »
- **la journée du 14 janvier 2011** sera consacrée à « l'enquête et aux poursuites »
- **la journée du 18 mars 2011** abordera la compétence internationale, le procès et les sanctions.

Ce cycle de formations développera de manière très pratique l'évolution du système pénal européen.

Vous pouvez d'ores et déjà vous inscrire à la première journée de formation du 15 octobre 2010 en remplissant le bulletin d'inscription figurant sur le programme et en le renvoyant à l'adresse mail suivante : droitpenaleuropeen@gmail.com

VENDREDI 26 NOVEMBRE 2010

DELEGATION DES BARREAUX DE FRANCE

LES DERNIERS DEVELOPPEMENTS DU DROIT EUROPEEN DE LA CONCURRENCE

Bruxelles - Vendredi 26 novembre 2010
 « Entretiens européens »



Inscriptions et informations
 Délégation des Barreaux de France
 Avenue de la Joyeuse Entrée, n°1
 1050 Bruxelles
 E-mail : valerie.hampart@dbfbrussels.eu
 Site : www.dbfbrussels.eu

Les derniers développements du droit européen de la concurrence

Vous pouvez vous inscrire dès à présent sur la page de notre site Internet : cliquer [ICI](#)

Programme à venir prochainement

 <p>LES IIIèmes ENTRETIENS DE L'IDFP - 2010</p> <p>LE PATRIMOINE DES SENIORS</p>  <p>Cycle de trois conférences 8h30/13h</p> <p>Mercredi 22 septembre Gestion « égoïste » du patrimoine des seniors</p> <p>Mardi 26 octobre Gestion « altruïste » du patrimoine des seniors</p> <p>Lundi 15 novembre Gestion de crise</p> <p>Animation des débats : Pierre BERGER et Alain CORNEC Grands témoins : Jean HAUSER, Frédéric LUCET Pierre MURAT</p> <p>Une réflexion transdisciplinaire juridique, éthique, patrimoniale et médicale</p> <p>Maison du Barreau 2, rue de Harlay – Paris 1^{er}</p>	<p>Les IIIèmes Entretiens de l'IDFP 2010 Le patrimoine des seniors Les 22 septembre, 26 octobre et 15 novembre</p> <p>Programme et bulletin d'inscription en ligne : cliquer ICI</p>
--	--

 <p>organisé avec la Confédération Algérienne du Patronat l'Ordre des Avocats du Barreau d'Alger sous le patronage du Ministère de la Justice</p> <p>Le 2^{ème} séminaire franco-algérien ALGER - 2/3 Octobre 2010 Sheraton Club des Pins</p> <p>« LA SECURITE JURIDIQUE : CLE DE DEVELOPPEMENT DE L'ENTREPRISE »</p> <p>Notre conviction que ce deuxième séminaire franco-algérien soit bien sûr, comme pour chaque séminaire ACE, un lieu d'échange avec des contributeurs présents dans un contexte différent du nôtre, mais également l'accueil d'une double rencontre :</p> <ul style="list-style-type: none"> - celle de votre profession avec l'entreprise, pour sensibiliser (ou simplement éprouver) quels sont les multiples rôles de l'avocat conseil ; - celle de nos clients entrepreneurs avec des entreprises algériennes, espères particuliers d'investissement et de dialogue. <p>Notre espoir est la même conviction que celle qui nous a réunis lors du premier séminaire, et que nos clients y participent largement.</p> 	<p>2^{ème} séminaire franco-algérien ALGER - 2 et 3 octobre 2010</p> <p>Programme et bulletin d'inscription en ligne : cliquer ICI</p>
---	--

 <p>Bulletin d'inscription à retourner par mail ifc@efbparis.fr ou par fax 01 43 43 48 10</p>	<p>Coopération judiciaire internationale et européenne en matière pénale</p> <p>Colloque international sous l'égide de l'EFB de Paris</p> <p>Vendredi 8 octobre 2010 à la Bibliothèque de l'Ordre des Avocats Palais de Justice de Paris</p> <p>Programme en ligne : cliquer ICI Inscription en ligne : cliquer ICI</p> <p>Pour tous renseignements : http://www.efb-paris.avocat.fr/</p> <p>6 heures validées pour la formation continue obligatoire des avocats</p>
---	--



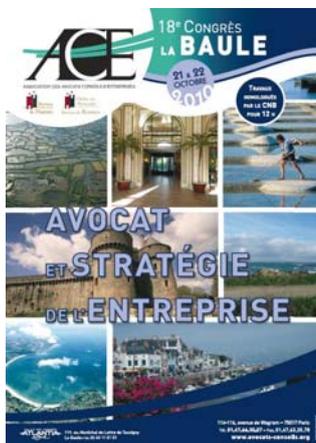
XVIII^e CONGRES
AVOCAT ET
STRATEGIE
DE L'ENTREPRISE

XVIII^e CONGRES AVOCAT ET STRATEGIE DE L'ENTREPRISE

Une nouvelle fois les Barreaux de l'Ouest, aux premiers rangs desquels ceux de Nantes, Rennes et Saint Nazaire, se mobilisent pour vous accueillir en Sud Bretagne à l'occasion de notre 18ème congrès qui a pour thème « Avocat et Stratégie de l'Entreprise ». La pertinence du thème soulignant le rôle clé de l'avocat dans les choix stratégiques de l'entrepreneur, la qualité et l'expérience des intervenants et la vision toujours prospective de notre syndicat conjuguent à en faire un événement de qualité.

Les structures d'accueil compactes et parfaitement adaptées, le charme des allées cavalières, la pinède aux mille villas élégantes et chargées de souvenirs, l'éclairage magique de l'arrière pays, en automne, et « la plus belle plage d'Europe » ...feront de cette manifestation, un moment fort de confraternité, un espace privilégié de rencontre et de réflexion... Sachez que nous mettons tout en œuvre pour faire du congrès 2010 un grand millésime. Soyez nombreux et sachons, ensemble, montrer notre force, notre modernité et l'attachement à nos valeurs. Rejoignez-nous.

Nous vous dirons des histoires d'avenir...



Programme et bulletin d'inscription
en ligne : cliquer [ICI](#)

Conférence validée au titre de la formation
continue des avocats

Recevoir gratuitement L'Europe en Bref

Merci de nous faire parvenir vos coordonnées électroniques à l'adresse suivante : valerie.haupt@dbfbruxelles.eu.

« L'Europe en Bref » est aussi disponible en allemand et en espagnol. Ces versions sont adaptées à l'actualité communautaire et nationale de ces pays. Vous pouvez les obtenir sur simple demande auprès du DeutscherAnwaltverein (bruessel@eu.anwaltverein.de) ou bien directement sur le site Internet : [Europa im Überblick](#) et du Consejo General de la Abogacía española (bruselas@cgaes.es).

Equipe rédactionnelle :

Dominique **VOILLEMOT**, Président, Hélène **BIAIS**, Avocate au Barreau de Paris établie à Bruxelles, Charlotte **VARIN**, Avocate au Barreau de Paris, Anne-Gabrielle **HAIE** et Emmanuel **KATRAKIS**, Juristes, Aurélie **DA SILVA**, Elodie **ROSENZWEIG** et Mathieu **ROUILLARD**, Elèves-Avocats.

Conception :

Valérie **HAUPERT**



S'abonner à L'Observateur de Bruxelles

Pour plus d'informations sur l'actualité européenne, nous vous invitons à vous abonner à notre revue trimestrielle « L'Observateur de Bruxelles » (118.12 euros HTVA) :

<http://www.dbfbruxelles.eu/observateur.html>

L'Observateur de Bruxelles n°81 est paru :

Dossier spécial : « La Cour européenne des droits de l'homme »

Contactez-nous !

Bulletin d'inscription à L'Observateur de Bruxelles (cliquer [ici](#))

© DELEGATION DES BARREAUX DE FRANCE – AISBL – L'EUROPE EN BREF N° 576 – 16/09/2010
Tél : 0032 2 230 83 31 – Fax : 0032 2 230 62 77 – dbf@dbfbruxelles.eu – www.dbfbruxelles.eu